

**APRÈS SIX SEMAINES DE MONTÉE ET DE RADICALISATION DE LA LUTTE,  
SARKOZY ESSAIE DE PASSER EN FORCE PAR LA RÉPRESSION ET LE POURRISSEMENT**

**LES PRINCIPALES DIRECTIONS SYNDICALES DEMANDENT ENCORE DES  
« CONCERTATIONS » AVEC SARKOZY ET APPELLENT SEULEMENT À DEUX  
NOUVELLES « JOURNÉES D'ACTION » ESPACÉES (28/10 ET 06/11) !**

**PAR L'AUTO-ORGANISATION DES TRAVAILLEURS ET DES ÉQUIPES  
SYNDICALES COMBATIVES, ÉTENDONS LA GRÈVE RECONDUCTIBLE ET  
LES BLOCAGES, POUSSONS LES DIRECTIONS SYNDICALES !**

*Depuis le 7 septembre, la stratégie des journées d'action « saute-mouton » convoquées par les directions syndicales refusant d'appeler à la grève générale n'a pas réussi à décourager les travailleurs et les jeunes, qui les ont transformées en points d'appui pour construire la lutte. Depuis le succès historique de la journée de grèves et de manifestations du 12 octobre, plusieurs dizaines de milliers de travailleurs et de jeunes sont entrés dans la grève reconductible et/ou les blocages. Le mouvement en cours est marqué par la volonté massive de bloquer le pays pour gagner, par la radicalisation des actions et par une auto-organisation limitée, mais croissante. Les travailleurs, et les jeunes en lutte, avec les équipes syndicales combattives, recherchent de toutes leurs forces la voie de la grève générale que refusent les directions syndicales et les réformistes. La majorité de la population soutient la lutte. Ce mouvement charrie toutes les colères légitimes accumulées contre Sarkozy et sa politique au service des capitalistes, qui vise à faire payer la crise aux travailleurs. Il se caractérise par une extraordinaire effervescence, une inventivité considérable des masses en lutte (slogans, actions, auto-organisation...), de rapides et importants progrès de la conscience politique en quelques semaines. En ce sens, c'est un mouvement profondément politique qui montre l'illégitimité totale de Sarkozy, la nécessité de se battre pour le chasser. Même si l'on en est encore loin de la comparaison, il s'agit sans doute du plus important mouvement depuis Mai-juin 1968 en France, dans la mesure où il est plus large et plus profond que ceux de 1995, 2003, 2006 et 2009. Suivi de près par les gouvernements, les médias et surtout les travailleurs du monde entier, il est d'une importance internationale car c'est la plus forte réponse des travailleurs à la crise du capitalisme depuis la grève générale antillaise, la préfiguration de 2009 en France et le grand mouvement du printemps 2010 en Grèce.*

**Malgré les vacances et la suspension de la grève dans quelques secteurs, la mobilisation se poursuit**

La grève a été suspendue dans trois raffineries, mais les travailleurs des neuf autres restent en grève reconductible depuis le 12 octobre, voire avant pour certains. Une partie significative des cheminots (encore 15% le 25 octobre, selon la CGT, mais beaucoup plus chez les « roulants ») sont toujours en reconductible. La grève des travailleurs du pétrole, des terminaux méthaniers, des dockers, des personnels des cantines scolaires et d'autres communaux est massive à Marseille. Les éboueurs de cette ville viennent de suspendre la grève à l'appel de FO, mais ceux de plusieurs dizaines d'autres villes la poursuivent. De nombreux travailleurs territoriaux sont toujours en grève reconductible dans les grandes villes et leurs banlieues. La grève reconductible est plus faible dans les autres secteurs, mais réelle dans tout le pays. De plus, de nombreux débrayages quotidiens ont lieu dans les entreprises privées. Les actions de blocages de dépôts de carburants, de chemins de fer, de routes, etc., se poursuivent partout, avec des milliers de participants. Dans un nombre croissant de villes ont lieu des Assemblées générales interprofessionnelles qui permettent un progrès dans l'auto-organisation et un début de coordination des luttes par en bas, notamment au Havre, à Marseille, à Saint-Denis/93 Ouest, à Créteil, à Montreuil, dans le 92 Nord et dans de nombreuses villes de province.

Dans la jeunesse, plus de 1000 lycées (sur 4200) ont été bloqués ou mobilisés chaque jour entre le 12 et le 22 octobre, veille des vacances, et des manifestations quotidiennes ont eu lieu dans tout le pays ; une première coordination nationale lycéenne a eu lieu le 23 octobre, regroupant les délégués de huit villes après plusieurs coordinations départementales ou régionales ; elle appelle les lycéens à rester mobiliser pendant les vacances, à s'auto-organiser en AG et coordinations, à se lier aux « autres secteurs mobilisés, étudiants et salariés en participant à des cortèges communs dans les manifestations, à des actions communes pour étendre la grève ainsi qu'aux AG interprofessionnelles qui existent », car « le mouvement doit s'accélérer et s'amplifier pour aller vers

*la grève générale, seul moyen de faire céder le gouvernement* ». Dans les universités, la mobilisation a franchi un seuil décisif durant la semaine du 18 octobre, avec une douzaine de facultés bloquées, une demi-douzaine fermées par l'administration pour empêcher le blocage, la montée en puissance du mouvement par la massification des AG et de la participation aux manifestations. Une première Coordination nationale étudiante les 23-24 octobre avec les représentants d'une quarantaine d'universités ; au-delà des manœuvres bureaucratiques de l'UNEF et notamment du caractère bidon d'un bon nombre de délégations en fait autoproclamées, cette première coordination nationale appelle à la « *grève reconductible des étudiants* » et à « *aller vers un blocage total du pays, par la grève d'une majorité de jeunes et de salariés* » ; elle souligne à juste titre que « *l'unité des salariés et de la jeunesse est une des clés du succès. C'est pourquoi, nous appelons l'ensemble des étudiants à développer les liens entre les secteurs mobilisés en participant aux AG interprofessionnelles, en organisant des cortèges communs dans les manifestations et en participant à des actions communes.* »

Dans cette situation, Sarkozy décide de miser sur le caractère encore minoritaire de la grève reconductible pour jouer la double carte du pourrissement et de la répression. En multipliant les déblocages par la force, en matraquant et gazant les lycéens et les travailleurs en lutte, en tirant au flash-ball sur les jeunes des quartiers populaires qui se rebellent, en multipliant les provocations policières dans les quartiers et les manifestations, en procédant à plus de 2000 arrestations de jeunes et en les faisant condamner durement pour la moindre insulte ou un feu de poubelle, Sarkozy joue son va-tout pour imposer coûte que coûte sa réforme en espérant que cette répression d'une brutalité sans précédent depuis celle commise par Chirac-Pasqua-Devaquet en 1986 finisse par décourager les grévistes.

### **Les principales directions syndicales refusent d'appeler et de construire la grève générale, faisant peser le risque d'un découragement**

C'est donc à l'évidence le moment décisif pour mettre toutes les forces dans la bataille, pour entraîner les millions de travailleurs qui hésitent encore à rejoindre la reconductible tout en la soutenant, car ils pensent que la force du mouvement ne sera pas suffisante pour vaincre le fermeté Sarkozy. Or les principales directions syndicales (CGT, CFDT, FO, FSU, UNSA) confirment leur refus d'appeler à la grève générale et même de soutenir la grève reconductible et les blocages — alors même que les militants de la CGT et de la FSU sont souvent parmi leurs principaux artisans. Alors que Sarkozy les nargue et les méprise en refusant de leur offrir la moindre porte de sortie qu'elles seraient prêtes à accepter et en laissant même le Sénat aggraver encore la loi<sup>1</sup>, les principales directions continuent de s'humilier en le suppliant encore et encore d'ouvrir des « *concertations* » pour « *une autre réforme des retraites* », comme si l'on pouvait espérer de Sarkozy une « *réforme juste et efficace* » ! Malgré le succès réitéré des manifestations des 16 et 19 octobre, elles appellent encore à deux nouvelles journées d'action espacées les jeudi 28/10 et le samedi 06/11 : c'est un véritable coup de poignard dans le dos des grévistes dix jours après le début des reconductibles, au moment où la nécessité d'une nouvelle extension de la grève se fait cruellement sentir ; cela explique la suspension de la grève dans certains endroits. Enfin, au lieu de soutenir les blocages, elles les condamnent implicitement en s'engageant à « *veiller au respect des biens et des personnes* » (communiqué de l'intersyndicale du 21/10). De ce point de vue, l'intersyndicale a indirectement donné un feu vert, quelques heures à peine après sa réunion, à la violation du droit de grève par l'ordre illégal de réquisition des travailleurs et au violent déblocage policier de la raffinerie de Grandpuits (77), l'un des phares de la grève. Trois ouvriers ont été blessés, dont un gravement, et une véritable occupation policière du site s'est mise en place, visant à empêcher l'arrivée en soutien de centaines de travailleurs et jeunes de toute la région et au-delà à l'appel des travailleurs de Grandpuits, qui n'en ont pas moins reconduit la grève.

La direction confédérale de FO n'a pas signé ce communiqué car sa demande d'une « *grève franche de 24h* » n'a pas été retenue, mais elle refuse tout autant d'appeler à la grève générale et de soutenir les blocages, et appelle elle aussi à des négociations pour une « *autre réforme* ». Seule la direction de Solidaires, qui refuse également de signer les communiqués communs, se prononce pour la grève générale : c'est un point d'appui pour les travailleurs ; mais son caractère minoritaire (notamment par rapport à la puissante CGT et à la FSU dans l'Education) limite d'autant plus sa capacité à être une alternative qu'elle ne combat pas clairement et frontalement la politique des autres confédérations, sous prétexte d'« *unité* », alors que leur politique traître est le principal obstacle aujourd'hui à la généralisation de la grève.

---

<sup>1</sup> Le Sénat a introduit un amendement instaurant la « *retraite par points* », c'est-à-dire à l'individualisation, contraire au principe de la retraite par répartition.

## La politique des principales organisations d'extrême gauche

Du côté des principales organisations d'extrême gauche, on reste pantois face à la politique de Lutte ouvrière : si ses militants participent aux grèves, débrayages et actions sur le terrain, sa direction se montre non seulement aussi pessimiste et routinière que d'habitude, mais encore plus suiviste à l'égard des directions syndicales, puisqu'elle refuse de les critiquer et de se battre pour la grève générale ou même d'appeler à la grève reconductible et aux blocages (l'éditorial d'Arlette Laguiller en date du 22/10 n'en dit pas un mot !). La direction du Parti Ouvrier Indépendant exige le « *retrait sans conditions du plan du gouvernement* » et se prononce pour la « *grève unie pour imposer ce retrait* » (communiqué du 22/10), mais cette expression est bien vague : le POI ne parle ni de grève générale, ni même de grève *jusqu'au* retrait, ni des grèves reconductibles, ni des blocages, et il n'a apparemment rien à reprocher à la stratégie des directions syndicales, à part qu'« *au sommet de certaines confédérations, on n'a cessé de résister au mot d'ordre de retrait* » (éditorial d'*Informations ouvrières* du 20/10) — ce qui est parfaitement exact, mais n'est que le point de départ du refus de construire la grève générale.

Quant à notre parti, le NPA, beaucoup de camarades participent en première ligne à la grève reconductible et aux blocages, la direction se prononce à juste titre pour le retrait du projet et pour chasser Sarkozy, elle appelle clairement à la grève reconductible et au blocage et il lui arrive même de parler de la grève générale. Mais sa ligne est hésitante et oscillante suivant les événements... et selon l'auteur des tracts ou articles de *Tout est à nous !* La question de la grève générale (ou même de la grève jusqu'au retrait) n'est nullement au centre de l'orientation : elle a pu être en titre d'un numéro du journal (n° 72) et d'un tract (semaine du 5 octobre), mais elle a disparu aux moments clés (« unes » des journaux suivants, tracts nationaux des 10 et surtout du 18 octobre). De plus, la critique des directions syndicales est insuffisante : elle est limitée dans le journal, diffusé à petite échelle et disparaît purement et simplement des tracts, distribués quant à eux en masse. En effet, sous prétexte de ne pas démoraliser les travailleurs, la direction du NPA ne veut pas mener le combat politique combinant dénonciation et interpellation des directions syndicales ; cela laisse croire aux militants qu'il serait possible de contourner cet obstacle majeur par le seul investissement dans les grèves et les actions tous azimuts. Pire : quand ils sont explicitement interrogés par les journalistes sur la stratégie des directions syndicales, Olivier Besancenot et Alain Krivine taisent totalement leurs critiques, voire les soutiennent ! De même, au lieu de dénoncer le coup de poignard dans le dos de la grève reconductible que constitue le communiqué de l'intersyndicale du 21/10, la direction du NPA ose prétendre que les « *deux nouvelles journées de grève et de manifestation, le jeudi 28 octobre et le samedi 6 novembre (...) offrent de nouvelles perspectives de mobilisation dont il faut se saisir* » (communiqué du NPA, 21/10). Dès lors, les camarades du NPA ne sont pas armés politiquement pour affronter correctement le verrou majeur qu'il s'agit de faire sauter. Même les camarades de la gauche du parti, qui sont les plus investis dans la participation aux processus d'auto-organisation, refusent d'aller à l'affrontement politique contre les réformistes en posant les enjeux politiques qui aideraient les travailleurs et les jeunes à déborder la stratégie des directions syndicales et à aller jusqu'au bout dans la construction des AG et des coordinations interprofessionnelles.

### Propositions pour la poursuite du mouvement : grève, auto-organisation, liens interprofessionnels

Pour sa part, le Collectif pour une Tendance Révolutionnaire du NPA considère que, pour construire maintenant la grève générale, il faut :

- **Continuer le combat pour le mot d'ordre de retrait pur et simple du projet**, contre la ligne de la concertation des directions syndicales avec le gouvernement, mais aussi **construire des plateformes revendicative plus large en intégrant toutes les revendications mises en avant par les travailleurs et les jeunes**, notamment pour l'augmentation des salaires, le refus des licenciements et de la précarité, l'amélioration des conditions de travail, le partage des heures de travail, l'abrogation des lois racistes et la régularisation des sans-papiers, le retrait des lois contre l'université et le lycée, la défense des raffineries et des acquis communaux (contre l'intercommunalité forcée, pour la défense des acquis statutaires de la fonction publique territoriale), la nationalisation sans indemnités ni rachat des banques et des grandes entreprises comme Total, la volonté de chasser Sarkozy ; en effet, la profondeur du mouvement en cours est tel que les travailleurs et les jeunes déjà en grève l'investissent spontanément de leurs principales préoccupations, et ceux qui n'y sont pas encore, notamment dans le privé, le rejoindront d'autant plus qu'il intégrera leurs revendications quotidiennes ;

- **Défendre centralement et systématiquement l'orientation de la grève générale**, ce qui implique à la fois d'exiger des directions syndicales et réformistes qu'elles y appellent dans l'unité et de critiquer à chaque étape leur politique en sens contraire, sur la base des faits et prises de position incontestables ; il faut soutenir en même temps toutes les prises de position progressistes de syndicats à tous les niveaux, notamment les appels à la grève générale de l'intersyndicale des Ardennes et de celle de Haute-Loire ; il faut aider les travailleurs en lutte

qui font encore massivement confiance aux directions syndicales nationales, notamment ceux des secteurs clés du mouvement, à formuler leur exigence d'un appel clair à la grève générale ; c'est ainsi qu'il sera possible d'exercer une pression efficace sur elles, de les pousser à aller le plus loin possible ou de les empêcher au moins d'étouffer le mouvement ;

- **Continuer à construire et étendre les grèves reconductibles**, même quand elles sont minoritaires, car c'est la seule solution pour que les secteurs les plus avancés continuent de tirer tout le mouvement et pour que les militants des autres secteurs puissent consacrer le maximum de temps et d'énergie à construire la grève en soutenant celles et ceux qui sont en reconductible et en allant convaincre d'autres de les rejoindre, à commencer par les grandes entreprises privées qui, pour le moment, ne vont pas au-delà de débrayages ponctuels et des manifestations pour les journées d'action, alors que l'entrée en reconductible de quelques-unes d'entre elles donneraient un élan considérable à la construction de la grève générale ;

- **Développer les liens interprofessionnels** par la participation réciproque aux AG et aux actions des uns et des autres, notamment le lien crucial entre les étudiants et les travailleurs ; **participer notamment aux manifestations qui ont lieu dans tout le pays chaque jour et aux actions de blocages**, en donnant la priorité au soutien des sites en grève et aux actions décidées par les travailleurs (ou jeunes) de ces sites ; **constituer dans les manifestations des cortèges interprofessionnels et intersyndicaux visibles et dynamiques**, comme l'ont fait les travailleurs du 92 Nord le 19/10 ou de Saint-Denis grâce à leur organisation en AG interprofessionnelle, sous l'impulsion notamment des camarades de la gauche du NPA.

- **Développer l'auto-organisation par les AG quotidiennes, les comités de grève ou de mobilisation dûment mandatés, mais aussi les coordinations interprofessionnelles** dans toutes les villes, arrondissements ou bassins ; il ne s'agit pas seulement d'échanger des informations et de s'entraider (ni de confondre de telles coordinations avec des AG d'habitants du quartier, par ailleurs tout à fait utiles pour aider les travailleurs en lutte) ; mais il s'agit avant tout de **constituer une force auto-organisée des travailleurs et jeunes en lutte**, avec la participation des structures syndicales et politiques combattives ; il faut notamment impulser l'élection de délégués élus, mandatés et révocables à tous les niveaux afin de ne pas laisser le mouvement sous la tutelle de directions syndicales ou politiques trop souvent autoproclamées ; enfin, comme le dit l'appel de l'AG interprofessionnelle de Saint-Denis réunie le 25/10, il faut maintenant « *coordonner les AG interprofessionnelles* » aux niveaux régional et national : « *Il s'agit pour les travailleurs et les jeunes mobilisés de se doter d'un instrument pour diriger leur propre lutte au-delà de l'échelle locale, un peu à l'image de ce qui étaient les coordinations étudiantes pendant le CPE, mais cette fois-ci dans un cadre interprofessionnel (...), dans la perspective de la construction d'une grève générale qui fasse reculer Sarkozy* ».

- **Constituer partout des caisses de grève** — tout en évitant que ce soient des substituts à la grève pour celles et ceux qui hésitent et qu'il s'agit avant tout de convaincre ; mais il est juste et il pourrait même être crucial en cas de mouvement durable que les travailleurs des petites entreprises, celles et ceux qui ne peuvent vraiment pas faire grève, les retraités et tous les gens qui soutiennent les grévistes contribuent financièrement à la lutte.

*Pour les anticapitalistes révolutionnaires, il s'agit d'intervenir dans ce mouvement pour l'aider à gagner et cela consiste à pousser le plus loin possible les tendances profondes qui le caractérisent. De fait, il combine les traits généraux et les tendances les plus avancées de tous les grands mouvements précédents — grandes grèves de 1995 et de 2003, mobilisation lycéenne et révolte de la jeunesse des quartiers populaires de 2005, grève générale étudiante auto-organisée contre le CPE de 2006, entrée en scène du prolétariat industriel, partielle mais importante, qui avait marqué les grandes mobilisations du premier semestre 2009... En particulier, l'objectif de la grève générale, la grève reconductible, les blocages économiques et, dans une moindre mesure, la question de l'auto-organisation sont posés désormais à l'échelle de secteurs significatifs de la classe ouvrière. De façon générale, dans une situation de crise du capitalisme international, tout particulièrement en Europe, et de crise gouvernementale en France, un palier est en train d'être franchi dans la reconstitution de la conscience de classe, ouvrant des perspectives considérables pour la reconstruction du mouvement ouvrier. La nécessité d'avancer vers un NPA révolutionnaire, ancré dans la classe ouvrière et la jeunesse, se manifeste avec d'autant plus d'acuité. C'est à cette tâche qu'entend contribuer le Collectif pour une Tendance Révolutionnaire du NPA, en menant indissociablement le combat politique pour un programme et une stratégie révolutionnaires avec l'intervention pratique la plus résolue possible dans la lutte des classes.*

Paris, le 25 octobre 2010